

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le chômage aurait baissé de 0,5 % en 2005, le
gouvernement triomphe ! Ah, bon ?

**La baisse du chômage était prévue mécaniquement
(communi qué anti-CPE No 5)**

- Social - CPE, CNE -

Date de mise en ligne : mercredi 1er février 2006

Démocratie & Socialisme

Pourquoi Villepin a-t-il tout misé, dès le début de son gouvernement sur la « baisse du chômage » ? Parce qu'il était certain qu'elle se produirait mécaniquement ! Le départ à la retraite de la génération baby-boom de l'après-guerre devait pousser, sans créer d'emploi, simplement pour les remplacer, à des embauches massives...

A tel point que Villepin s'était donné « cent jours »... et que, fin 2005, courant 2006, il pouvait être sûr et certain de son coup ! Normalement, le phénomène aurait dû être tellement important que le chômage pouvait diminuer drastiquement, vers 9 puis 8 voire 7 % de la population active...

Mais une telle baisse, si importante, ni Villepin ni le Medef n'en veulent !

Alors Villepin a pris des mesures non pas pour diminuer le chômage mais pour freiner son recul et aussi des mesures pour contenir les exigences que les jeunes arrivant à l'emploi massivement, auraient été en situation d'obtenir !

Quelqu'un doutant de cela m'a apostrophé en prétendant qu'on ne pouvait imaginer un tel « complot » et que Villepin voulant être élu et voulant être jugé sur la baisse du chômage ne pouvait jouer un tel « double jeu »... Cette personne est naïve : car tout prouve qu'il en est ainsi ! Le fait que le chômage n'ait baissé que de 0,5 % en 2005 est le fruit d'une politique, en dépit de son affichage, qui vise un autre but : fragiliser, sous le chantage à l'emploi, les droits des salariés et leurs revendications salariales - d'où le Cne, le Cpe, la mise en cause du Cdi, et du Code du travail.

Toutes les mesures de Villepin freinent la baisse du chômage :

- ▶ allongement des durées du travail sur la journée (forfaits jours pour tous) sur la semaine, et sur l'année : débloquage du nombre des heures supplémentaires, baisse de leur majoration. Tous les salariés qui sont ainsi poussés à travailler deux fois plus pour améliorer leurs salaires bloqués, travaillent à la place d'autres qui ne sont pas recrutés. Le blocage de la réduction du temps de travail et sa ré-augmentation massive contribuent au chômage.
- ▶ Allongement des durées du travail sur la vie en repoussant l'âge de la retraite. C'est l'application de la loi Fillon sur les 40 annuités, des mesures Balladur calculant cette année les retraites sur les 23 meilleures annuités, des « décotes » imposées dans la Fonction publique aux fonctionnaires qui n'ont évidemment pas les annuités exigées. On marche vers les 41 et 42 annuités de cotisations. La limite d'âge des fonctionnaires a été portée de 65 à 67 ans...
- ▶ Villepin met en place des mesures pour maintenir les « seniors au travail » : il met en place des doubles « Cdd vieux » de 18 mois chacun, entre 57 et 60 ans. Villepin propose de rendre possibles les « cumuls » emploi-retraite, les « cumuls » demi-retraite et intérim, les « cumul » temps partiels retraites et autre emploi.
- ▶ Obligation de chercher un emploi entre 57 et 60 ans : la filière « D » des Assedic était ouverte aux demandeurs d'emploi de plus de 57 ans et ayant cotisé 100 trimestres. Elle permettait une indemnisation de 42 mois. Elle vient d'être supprimée.

Toutes ces pressions visent à retarder les départs massifs en retraite ! Autant de postes que les jeunes pouvaient espérer et qu'ils n'ont pas ! Comment s'étonner, dans ces conditions, qu'il y ait 23 % de jeunes sans emploi ?

- ▶ mesures visant à permettre à un salarié de travailler pour deux entreprises, d'être à mi-temps dans l'une et

envoyé comme sous-traitant dans l'autre : marchandage, prêt de main d'oeuvre illicite sont ainsi facilités.

- ▶ Suppression achevée des 300 000 emplois-jeunes, emplois aidés de remplacement en nombre limité, pré-retraites supprimées, facilitation des licenciements, facilitation des plans sociaux...
- ▶ Réduction drastique des postes des services et de la Fonction publique. Les fonctionnaires partants ne sont pas remplacés, les jeunes qui pouvaient s'attendre à des centaines de milliers de postes ouverts aux concours, doivent déchanter. Villepin serre la vis partout : il manque des postes dans les hôpitaux, les écoles, l'équipement, tout cela accroît l'embauche des jeunes.
- ▶ Villepin pousse à ce qu'il y ait un « suivi » des chômeurs : les absences au contrôle et les radiations administratives représentent (Le Monde du 28 nov 2005) respectivement 36,2 % et 8,2 % des motifs de sortie et concernaient 163 717 personnes dans un cas, et 37172 dans l'autre. Les nouveaux « contrats de reclassement personnalisés » ne comptent pas dans les chiffres des demandeurs d'emploi, En fait l'essentiel des chômeurs officiellement comptabilisés en « moins » provient de ces radiations, et non pas des emplois créés, tandis que les effets des départs en retraite sont neutralisés au maximum.

Donc, Villepin peut faire plaisir au patronat en accentuant le chantage à l'emploi sur les jeunes : avec comme slogan central, « Un Cpe c'est mieux que rien ». Alors que les jeunes pouvaient espérer profiter du tournant démographique pour accéder enfin, massivement à de vrais boulots, Villepin les force à accepter des « emplois soumis » à droits dégradés, et donc à bas salaires !

C'est ça le fond de la politique de Villepin et non pas la lutte contre un chômage qui doit de toute façon diminuer !

Gérard Filoche, le lundi 31 janvier 2006